

# Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	<b>24.04.2024</b>
Thème	<b>Crédit et monnaie</b>
Mot-clés	<b>Sans restriction</b>
Acteurs	<b>Dittli, Josef (fdp/plr, UR) SR/CE, Graf, Maya (gp/verts, BL) SR/CE, Heggin, Peter (cvp/pdc, ZG) SR/CE</b>
Type de processus	<b>Sans restriction</b>
Date	<b>01.01.1965 - 01.01.2022</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Zumofen, Guillaume

## Citations préféré

Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Crédit et monnaie, 2019 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 24.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Economie</b>	1
Crédit et monnaie	1
Assurances	1

## Abréviations

<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>VAG</b>	Versicherungsaufsichtsgesetz
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats

---

<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>LSA</b>	Loi sur la surveillance des assurances
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national

# Chronique générale

## Economie

### Crédit et monnaie

#### Assurances

INITIATIVE PARLEMENTAIRE  
DATE: 15.04.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que la protection des consommateurs contre les abus s'érige comme principe fondamental de la loi sur la surveillance des assurances (LSA), Josef Dittli (plr, UR) considère que le concept d'abus n'est pas défini dans la LSA. Il demande donc une **précision de la notion d'abus dans la surveillance des assurances**. Selon lui, une telle précision conforterait la protection des consommateurs, et surtout ne freinerait pas la liberté d'entreprise et la capacité d'innovation du secteur des assurances.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) a donné suite à l'initiative parlementaire par 9 voix contre 3. En effet, elle estime que l'absence d'une définition précise prêterait les assurés-e-s.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) a confirmé cette opinion en adhérant à l'initiative par 17 voix contre 7. Deux scénarios sont désormais possibles: la CER-CE rédige un projet de loi ou la définition de la notion d'abus est incorporée dans la révision de la LSA qui sera soumise en 2020 au Parlement.<sup>1</sup>

INITIATIVE PARLEMENTAIRE  
DATE: 21.09.2021  
GUILLAUME ZUMOFEN

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) a préconisé, à l'unanimité, le **classement de l'initiative parlementaire** Dittli (plr, UR). Pour être précis, la CER-CE a recommandé l'**inclusion des discussions sur la notion d'abus dans la révision de la Loi sur les assurances (LSA)** (20.078). Les sénateurs et sénatrices se sont alignées sur cette recommandation. L'initiative parlementaire a été classée tacitement.<sup>2</sup>

---

1) Communiqué de presse CER-CE du 13.04.2018; Communiqué de presse CER-CN du 16.04.2019

2) BO CE, 2021, p.921; Rapport CER-CE du 01.07.2021